



Les grands titres:

- RDC : l'ONU condamne une embuscade meurtrière contre des Casques bleus
- Centrafrique : des groupes armés acceptent de libérer les enfants soldats
- En l'honneur des victimes de la Seconde Guerre mondiale, l'ONU réaffirme son adhésion à la paix universelle
- L'Envoyé spécial pour la Syrie entame des consultations à Genève avec les parties prenantes
- Le manque de soutien de la communauté internationale envers le Niger et le Tchad est « honteux », selon l'ONU
- Le Libéria espère pouvoir bientôt être officiellement déclaré exempt du virus Ebola, selon l'ONU
- Journée des sages-femmes : l'ONU appelle à augmenter les investissements pour sauver davantage de vies
- Yémen : l'ONU tire la sonnette d'alarme face au nombre croissant de victimes civiles
- La FAO et ses partenaires veulent renforcer la sécurité alimentaire dans la région méditerranéenne

RDC : l'ONU condamne une embuscade meurtrière contre des Casques bleus



5 mai - Le Représentant spécial du Secrétaire général en République démocratique du Congo (RDC), Martin Kobler, a vivement dénoncé mardi une embuscade contre des Casques bleus dans l'est du pays qui a fait plusieurs morts et blessés chez les soldats de la paix.

« Je condamne avec la plus grande fermeté l'embuscade perpétrée contre les Casques bleus tanzaniens déployés afin de protéger la population de la région de Beni. Je souhaite exprimer mes sincères condoléances aux familles des Casques bleus morts au combat.

J'exprime également toute ma solidarité aux blessés à qui je rendrai visite ce mercredi », a déclaré Martin Kobler.

Une unité de Casques bleus tanzaniens de la Brigade d'intervention est tombée dans une embuscade sur l'axe Mavivi-Mayimoya, au village Kikiki situé à 11 km au sud d'Eringeti, faisant plusieurs morts et blessés chez les soldats de la paix.

C'est la deuxième attaque en moins de 48 heures visant des Casques bleus de la Mission des Nations Unies en RDC (MONUSCO) dans cette région. Lundi dernier, un hélicoptère à bord duquel se trouvait le Commandant de la Force a essuyé des tirs et a été touché au niveau du réservoir et a donc dû effectuer un atterrissage d'urgence.

« Cela nous interpelle sur l'impérieuse nécessité de relancer la coopération entre les forces armées congolaises (FARDC) et la force de la MONUSCO pour la sécurisation du territoire de Beni », a ajouté le Représentant spécial du Secrétaire général.

Centrafrique : des groupes armés acceptent de libérer les enfants soldats



5 mai - Les chefs de plusieurs groupes armés en République centrafricaine ont décidé de libérer tous les enfants qu'ils ont enrôlés et d'arrêter de recruter des enfants à l'avenir dans le cadre d'un accord signé mardi avec le soutien du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et de ses partenaires.

Entre 6.000 et 10.000 enfants se trouvent actuellement associés à des groupes armés en République centrafricaine, a indiqué un porte-parole de l'UNICEF à Genève, Christophe Bouliérac, lors d'un point de presse à Genève. Ce chiffre comprend non seulement des combattants mais aussi des enfants utilisés comme esclaves sexuels, cuisiniers ou pour d'autres tâches.

Selon l'UNICEF, la République centrafricaine est l'un des pires endroits au monde pour les enfants.

L'accord a été obtenu en marge du Forum national de réconciliation à Bangui qui s'est ouvert lundi. Le texte doit encore être mis en œuvre, notamment en ce qui concerne le calendrier de libération des enfants et leur retour dans leurs communautés.

Le Représentant spécial du Secrétaire général pour la République centrafricaine, Babacar Gaye, a pris part mardi à la signature de l'engagement des groupes armés. Au nom de la communauté internationale, il a souligné le lourd tribut payé par les enfants dans les périodes de conflit en raison de leur vulnérabilité.

Le Forum de Bangui réunit depuis lundi des chefs de groupes armés, des leaders religieux, des membres du gouvernement et du Parlement, des représentants de groupes de femmes et de jeunes.

Ce forum est considéré comme une étape cruciale pour le processus de réconciliation et pour préparer le terrain en vue d'un référendum constitutionnel ainsi que des élections législatives et présidentielle.

M. Gaye a déclaré lundi que la communauté internationale attendait les conclusions de ce Forum et le début de leur mise en œuvre pour se remobiliser dans le soutien multiforme qu'elle apporte à la République centrafricaine, en vue, notamment, d'élections libres, démocratiques et transparentes, ouvertes à tous, y compris aux réfugiés et aux personnes déplacées.

En l'honneur des victimes de la Seconde Guerre mondiale, l'ONU réaffirme son adhésion à la paix universelle



5 mai - Dans le cadre des commémorations du soixante-dixième anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale, des hauts responsables de l'ONU ont rappelé mardi les circonstances dramatiques ayant donné naissance à l'Organisation des Nations Unies et ont pris la mesure du chemin parcouru depuis lors.

A l'occasion d'une cérémonie commémorative organisée dans la matinée au siège de l'Organisation à New York, durant laquelle un arbre a été planté en guise de symbole de paix et d'unité, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a évoqué le lourd bilan humain de la Seconde Guerre mondiale.

« Le sol était alors maculé de sang – le sang des soldats courageux de plusieurs nations tombés en combattant le fascisme et des millions de victimes de l'Holocauste et des autres crimes de la Seconde Guerre mondiale », a déclaré M. Ban, en l'honneur des dizaines de millions de personnes mortes « sans savoir pourquoi elles devaient mourir ».

C'est dans ce contexte tragique, a rappelé le Secrétaire général, que les Nations Unies sont nées.

« Bien que le sol fût alors boueux, la nouvelle Organisation a malgré tout pris racine et a grandi, nourrie par la flamme des droits de l'homme, le partage du fardeau de la sécurité collective et notre croyance commune dans le développement humain

», a-t-il ajouté.

Si, aujourd'hui, l'ONU peut contempler le chemin parcouru et se montrer fière de son bilan, sa route n'en a pas moins été semée d'embûches et de revers, a reconnu M. Ban, se référant notamment aux nombreux conflits toujours en cours dans le monde.

« En plantant cet arbre aujourd'hui, nous nous souvenons de tous ceux qui sont morts et se sont sacrifiés en l'honneur de la mission énoncée dans la Charte des Nations Unies », a affirmé M. Ban.

Egalement présent lors de cette cérémonie, le Président de l'Assemblée générale de l'ONU, Sam Kutesa, est revenu sur la conférence de San Francisco qui a eu lieu du 25 avril au 26 juin 1945, quelques mois avant la fin du conflit mondial, à l'issue duquel l'Organisation a formellement vu le jour avec la signature de la Charte des Nations unies.

M. Kutesa a par ailleurs salué l'occasion donnée par cette commémoration de renouveler l'adhésion de la communauté internationale aux idéaux des Nations Unies.

« Dans de nombreuses cultures à travers le monde, planter un arbre symbolise la paix universelle et l'espoir », a déclaré le Président de l'Assemblée. « Cet arbre en particulier, le cerisier pleureur, est un symbole de deuil pour les morts. Les fleurs blanches du cerisier pleureur ont également une valeur symbolique, évoquant la pureté et la renaissance », a-t-il ajouté.

S'exprimant plus tard dans la matinée au podium de l'Assemblée générale de l'Organisation, lors d'une séance plénière extraordinaire en hommage à toutes les victimes de la Seconde Guerre mondiale, M. Kutesa a appelé la communauté internationale à ne jamais oublier la responsabilité qui lui incombe de s'opposer aux tyrans et aux despotes.

L'Envoyé spécial pour la Syrie entame des consultations à Genève avec les parties prenantes



5 mai - L'Envoyé spécial de l'ONU pour la Syrie, Staffan de Mistura, a entamé mardi à Genève une série de consultations approfondies avec les parties prenantes au conflit syrien qui va durer pendant une période initiale de cinq à six semaines.

Ces consultations, qui seront menées « à huis clos et séparément » avec chacune des parties, permettront de faire le point sur le conflit qui est dans sa cinquième année et sur la voie à suivre pour mettre en œuvre le Communiqué de Genève, trois ans après son adoption.

« Nous devons redoubler d'efforts pour trouver une solution politique », a dit M. Mistura lors d'une conférence de presse. « Malgré des négociations à Genève au début de 2014, il n'y a eu que des progrès limités concernant une solution politique et les efforts pour faire cesser les combats dans certaines zones », a-t-il dit.

Outre le gouvernement syrien, plus de 40 groupes syriens ont été invités à participer à ces consultations, aux côtés d'une vingtaine d'acteurs régionaux et internationaux. Ces consultations seront élargies à d'autres groupes, qu'il s'agisse d'acteurs politiques et militaires, de femmes, de membres de la diaspora et de chefs religieux et communautaires.

Les premières rencontres ont débuté mardi et vont durer pendant une période de cinq à six semaines. « D'ici la fin juin, nous évaluerons les progrès et décideront des prochaines étapes. Il est possible que ces consultations continuent au-delà de cette date sous ce format ou un autre », a dit M. Mistura, qui a précisé qu'il ne s'agissait pas de pourparlers de paix mais seulement de consultations.

« Quand il s'agit de la Syrie, il n'y a jamais de moment parfait pour des discussions. Mais cela n'est pas une excuse pour attendre, alors que les victimes syriennes sont réduites à des statistiques », a-t-il ajouté.

Le manque de soutien de la communauté internationale envers le Niger et le Tchad est « honteux », selon l'ONU



5 mai - Alors que le Niger et le Tchad entreprennent des efforts « héroïques » pour accueillir des centaines de milliers de réfugiés issus d'autres pays de la région, il est « honteux » que la communauté internationale ne leur vienne pas davantage en aide, a estimé mardi le Directeur des opérations du Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), John Ging.

« Ces deux pays constituent un îlot fragile de stabilité dans une région minée par les conflits », a déclaré M. Ging dans un communiqué de presse à New York, soulignant qu'à eux deux, le Niger et le Tchad accueillent environ 850.000 réfugiés issus de pays voisins, dont la plupart vivent dans des familles d'accueil.

« Tout appauvris qu'ils sont, ils font preuve d'une humanité exemplaire en ouvrant leurs frontières à des centaines de milliers de réfugiés fuyant leurs voisins déchirés par la guerre : le Nigéria, la République centrafricaine, le Mali, la Libye et le Soudan », a précisé le Directeur des opérations de l'OCHA.

Bien que le Niger et le Tchad soient parmi les pays les plus pauvres du monde, M. Ging a déclaré avoir vu des familles vulnérables accueillir à bras ouverts des réfugiés dans leur maison et partager avec eux le peu dont ils disposent.

« C'est une véritable leçon d'humilité et une source d'inspiration dans un monde où nous faisons face à une pénurie d'humanité », a salué M. Ging.

Le Directeur des opérations a cependant insisté sur la nécessité de répondre aux besoins humanitaires urgents des populations des deux pays, afin d'éviter que ces derniers ne traversent une crise aigüe.

« Le Niger est classé dernier sur l'indice de développement humain de l'ONU, alors que le Tchad est quatrième en partant de la fin. 2,4 millions de personnes au Tchad et 2,6 millions au Niger sont en situation d'insécurité alimentaire », a souligné M. Ging, ajoutant qu'une détérioration de la situation humanitaire dans les deux pays serait catastrophique tant pour les populations concernées que pour les perspectives de stabilité future dans la région.

« Il est honteux qu'en tant que communauté internationale, nous ne fassions pas davantage pour assumer notre part de responsabilité », a déploré M. Ging. « Dans un monde en crise, il est impératif que ces deux pays ne soient pas oubliés », a-t-il conclu.

Le Libéria espère pouvoir bientôt être officiellement déclaré exempt du virus Ebola, selon l'ONU



5 mai - Le Libéria, qui a été l'un des trois pays les plus touchés par l'épidémie d'Ebola avec le Sierra Leone et la Guinée, espère pouvoir être très bientôt officiellement déclaré exempt de la maladie, a indiqué mardi la Représentante spéciale du Secrétaire général dans ce pays, Karin Landgren, devant le Conseil de sécurité.

Si aucun cas d'Ebola n'est confirmé d'ici samedi 9 mai, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) annoncera que le Libéria est exempt d'Ebola.

La semaine dernière, le 30 avril, le bureau au Libéria de la Mission des Nations Unies pour l'action d'urgence contre Ebola (MINUAUCE) a fermé ses portes et a transféré ses activités résiduelles à la Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL) et aux agences des Nations Unies, s'est félicité Mme Landgren lors d'un discours devant les membres du Conseil.

« Les Libériens et leur gouvernement, avec le soutien de l'ONU et des partenaires internationaux, ont pris de l'avance sur

l'épidémie. Désormais, tous les Libériens doivent rester vigilants », a-t-elle dit.

Revenant sur l'impact de l'épidémie sur le pays, la Représentante spéciale a estimé qu'Ebola avait souligné la fragilité du Libéria.

« Au-delà de la crise de santé publique, les Libériens ont été furieux de la lenteur initiale de la réaction du gouvernement et de la hausse des prix des produits de base, tandis que l'usage des forces armées et l'introduction de l'état d'urgence ont aussi alimenté la peur », a-t-elle ajouté.

Mme Landgren a estimé que les Libériens ont montré leur résilience mais qu'il est temps maintenant de s'attaquer aux facteurs qui ont contribué à la propagation d'Ebola, en particulier la faiblesse des services sociaux, le manque de responsabilité et le caractère trop centralisé du gouvernement.

« L'économie du Libéria, enclavée et basée sur les industries extractives a aussi montré qu'elle était très vulnérable au choc d'Ebola, ce qui a été aggravé par la forte baisse des prix mondiaux du minerai de fer et du caoutchouc », a estimé la Représentante spéciale.

Elle a également noté que l'épidémie d'Ebola a menacé d'approfondir les divisions de la société libérienne qui n'ont pas encore été surmontées après des années de conflit.

Journée des sages-femmes : l'ONU appelle à augmenter les investissements pour sauver davantage de vies



Des investissements pour renforcer le rôle des sages-femmes peuvent sauver des vies.
Photo: FNUAP

5 mai - A l'occasion de la Journée internationale des sages-femmes, le Directeur exécutif du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), Babatunde Osotimehin, a appelé la communauté internationale à augmenter le nombre des sages-femmes et la qualité de leurs services pour sauver davantage de vies.

M. Osotimehin s'est félicité des progrès réalisés en matière de santé maternelle ces dernières années. « La mortalité maternelle a chuté de près de 50%, passant d'environ 523.000 décès en 1990 à 289.000 aujourd'hui, selon le dernier décompte », a-t-il souligné dans une déclaration à l'occasion de cette journée.

Le chef du FNUAP a toutefois estimé que ces progrès n'étaient pas suffisants, alors que près de 800 femmes continuent de mourir chaque jour de complications liées à la grossesse ou à l'accouchement.

« Nous devons faire plus. Et nous devons commencer par former et augmenter le nombre de sages-femmes », a-t-il dit, rappelant que les sages-femmes éduquées et formées aux standards internationaux peuvent fournir 87% des soins essentiels dont ont besoin les femmes et leurs nouveaux nés.

« Aujourd'hui, nous appelons à davantage d'investissements pour augmenter le nombre de sages-femmes et renforcer la qualité et l'étendue de leurs services. Un fort engagement politique et un fort investissement dans les sages-femmes est nécessaire pour sauver des millions de vies chaque année », a ajouté M. Osotimehin.

Selon lui, le besoin de systèmes sanitaires solides a été confirmé par l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest, où des femmes enceintes ont eu du mal à trouver des services de santé disponibles leur permettant d'accoucher en toute sécurité.

Actuellement, le FNUAP offre des livres, des équipements de formation et des éducateurs à plus de 250 écoles de sages-femmes et a aidé à former plus de 15.000 sages-femmes à travers le monde.

M. Osotimehin a rappelé qu'au cours des quatre dernières années, plus de 35 pays ont promis de renforcer les services de sages-femmes. L'Éthiopie a ainsi promis de quadrupler le nombre de sages-femmes et le Bangladesh a déclaré qu'il formerait 3.000 sages-femmes supplémentaires.

Yémen : l'ONU tire la sonnette d'alarme face au nombre croissant de victimes civiles



5 mai - Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a tiré mardi la sonnette d'alarme face au nombre croissant de victimes civiles du conflit au Yémen et s'est dit particulièrement préoccupé par le sort des personnes handicapées dans le pays.

Entre le 26 mars et le 3 mai 2015, 646 civils, dont 50 femmes et 131 enfants, ont trouvé la mort et 1.364 autres civils ont été blessés dans les combats au Yémen, a déploré l'agence de l'ONU lors d'un point de presse à Genève.

Le HCDH a également fait état de nombreuses destructions de domiciles civils lors de frappes aériennes, en particulier ceux dont les propriétaires seraient affiliés aux Houthis.

Au cours de l'un de ces incidents survenu le 1er mai, au moins 17 civils ont été tués, dont quatre enfants et neuf femmes, et 27 autres blessés à la suite d'un raid aérien visant la maison d'un chef de file houthis dans la banlieue de Sanaa, a notamment rapporté l'agence.

« A Aden, au moins 22 civils ont été tués au cours de deux incidents distincts la semaine dernière. Et nous sommes particulièrement inquiets des frappes aériennes qui ont touché un hôpital de campagne militaire dans la zone de Damnat Khadeer, à 40 kilomètres au nord de Taiz », a indiqué une porte-parole du HCDH, Ravina Shamdasani, appelant les parties à s'abstenir de toute violation du droit international humanitaire et des normes internationales en matière de droits de l'homme.

Le HCDH s'est également dit préoccupé par le sort des personnes ayant un handicap au Yémen, une population estimée à environ 3 millions de personnes.

« Ceux qui utilisent des fauteuils roulants ont un accès limité ou sont privés de tout accès aux transports publics, en raison de la pénurie de carburant et des prix élevés du carburant dans le pays. En conséquence, certaines personnes handicapées et leurs familles ont été incapables de fuir vers des zones sûres », a souligné la porte-parole.

Quant aux personnes handicapées ayant été en mesure de fuir les violences, a précisé l'agence, elles sont désormais confrontées à des risques d'isolement importants et privées des traitements médicaux dont elles ont besoin.

La FAO et ses partenaires veulent renforcer la sécurité alimentaire dans la région méditerranéenne



La côte méditerranéenne. Photo PNUE

5 mai - Le développement d'une production et d'un commerce durables dans le secteur agricole est essentiel pour la partie méridionale et orientale du bassin méditerranéen où la plupart des pays produisent des quantités insuffisantes de denrées alimentaires, a déclaré mardi l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à l'occasion d'un événement visant à améliorer la sécurité alimentaire de la région.

Afin de palier à cette insuffisance, la FAO, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) et l'Union pour la Méditerranée (UpM) organisent conjointement une conférence de deux jours, les 5 et 6 mai 2015, intitulée « Forum sur la contribution du secteur privé à la sécurité alimentaire dans la partie méridionale et orientale du bassin méditerranéen ».

Cet événement, qui vise à approfondir les relations entre les secteurs public et privé pour mobiliser les investissements dans les systèmes agricoles et alimentaires, a rassemblé mardi à Barcelone, en Espagne, des hauts responsables politiques et des représentants d'institutions financières, du secteur privé, de centres de recherche et des milieux universitaires.

« Les pays de la région méridionale et orientale du bassin méditerranéen importent la moitié de leurs produits alimentaires de base. Les importations de produits agricoles alimentaires dans la région ont augmenté de 69 milliards de dollars (soit 63 %) de 2002 à 2013 », a constaté la FAO dans un communiqué de presse.

« Parallèlement, les exportations ont quintuplé depuis 2000, atteignant 31 milliards de dollars, ce qui reflète notamment des hausses spectaculaires de livraisons de fruits et de légumes à destination des marchés du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord », a ajouté l'agence, pour qui cette forte demande de produits alimentaires de base est due à la croissance rapide de la population dans cette région qui dispose de ressources naturelles limitées et est extrêmement vulnérable au changement climatique.

Les participants au Forum tenteront de trouver le moyen de pallier au manque d'investissement et à la participation insuffisante du secteur privé dans l'agriculture de la région. Les discussions devraient notamment porter sur le développement de la production locale de fruits et de légumes pour l'exportation ; la diversification accrue des fournisseurs de produits importés et des marchés d'exportation ; une amélioration des politiques de passation de marchés complétée par des politiques bien conçues de réserves stratégiques ; une meilleure structuration des filières du secteur alimentaire ; une augmentation des investissements dans la recherche-développement ; et la réduction des coûts des processus d'importation.